



AMBASSADE DE SUISSE
EN RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

ALGER, le 21 février 1978

27, Bld. Zirout Youcef
Téléphone 63 39 02, 63 83 12 et 64 65 91
Chèques postaux N° 53-89

Réf.: 004.5 - MA/sr

Rapport de fin de mission

1) Constatations d'ordre général

Les remarques formulées par l'Ambassadeur Vallotton à la fin de sa mission à Alger sont suffisamment récentes pour qu'elles gardent toute leur valeur. Néanmoins, je voudrais les confirmer ou les compléter par quelques remarques fondées sur mes propres constatations.

Le président Boumediène ne nous aime pas; il n'apprécie pas notre pays, ni nos institutions - contrairement à bien des Algériens. En outre, il a été personnellement heurté par l'arrêt du Tribunal fédéral et vexé par la publication de commandements de payer portant son nom. Il sera difficile de remonter la pente et d'améliorer sensiblement notre image auprès du président.

Cependant, on trouve dans les sphères dirigeantes, que ce soit à la présidence, au gouvernement ou aux affaires étrangères, des Algériens bien disposés à notre égard. Vu l'attitude intransigeante du président, ils hésitent toutefois à afficher trop ouvertement leurs sentiments. Ils se sentent aussi à bout d'arguments pour justifier leur position ou tenter d'amener le président à plus de flexibilité. Dès lors, nos affaires sont frappées d'un blocage délibéré et systématique aux affaires étrangères. On nous traite correctement, on nous écoute avec politesse, mais nos demandes ne reçoivent aucune réponse, nos requêtes aucune suite.

./.

Dodis



Cependant, nos exportations vers l'Algérie prospèrent. Cela est possible tant que nos prix, nos délais de livraison et nos conditions de crédit restent concurrentiels (une baisse constante du dollar pourrait toutefois amener l'Algérie à carrément freiner les importations dont les crédits sont libellés en francs suisses ou en deutsche Mark, car ses entrées en devises provenant du pétrole et du gaz naturel sont essentiellement des dollars USA). Cela est aussi possible, je crois, parce que nos ventes individuelles sont relativement modestes à l'échelle algérienne, qu'elles ne sont pas entourées d'une propagande tapageuse et que de ce fait elles n'arrivent pas toutes aux oreilles du président.

Il faut absolument éviter une nouvelle détérioration de la situation qui pourrait amener, en sus du blocage actuel de notre contentieux, un blocage de nos ventes.

Le volume de nos exportations est certes réjouissant. En même temps, il augmente notre vulnérabilité par l'accroissement de l'engagement officiel au titre de la GRE. Au cas où des difficultés de paiement, soit générales, soit ponctuelles, surgiraient, il ne faudrait guère se faire d'illusions d'obtenir quoi que ce soit par des démarches aux affaires étrangères vu le blocage opposé à nos revendications.

Or, des difficultés de trésorerie pourraient surgir. Un pays qui a vu son agriculture péricliter faute de stimulants (depuis le départ des Français et la nationalisation des terres), qui ne consacre que 6,5 % de son budget de développement à une agriculture souffrante, qui voit sa population augmenter au rythme inquiétant de 3,4 % l'an, va inévitablement au devant de difficultés de ravitaillement et d'une possible hémorragie de devises.

Les sources de devises potentiellement très importantes proviennent essentiellement du pétrole et du gaz naturel. Leur exploitation et écoulement, notamment en ce qui concerne le gaz naturel, accuse un retard. Entre-temps, des investissements massifs - trop importants par rapport aux ressources, selon certaines appréciations - ont été effectués, principalement dans le domaine de l'industrie lourde, qui coûte cher mais qui ne produit que peu de places de travail alors que le pays connaît le chômage. Le risque de difficultés de soudure financière dès à présent et particulièrement entre les années 1980 et 1985 n'est pas à sous-estimer.

Les USA, pour lesquels l'Algérie n'a aucune sympathie, sont actuellement les gros acheteurs de pétrole et les principaux de gaz naturel. C'est là la majeure source de devises pour l'Algérie. Ses sympathies politiques vont cependant vers l'URSS, qui reste le fournisseur d'armes. Les biens de consommation proviennent en grande partie des pays socialistes. La Chine joue un rôle effacé et ses critiques des deux super-puissances ne cadrent pas avec les réalités pour l'Algérie : business vers les USA, liens politiques et militaires vers l'URSS.

Dans le domaine des relations extérieures de l'Algérie, la France tient une place à part, difficile à définir. L'Algérie est profondément marquée par la France; elle veut être entièrement autre chose que la France. La France a tourné la page de l'ère de la colonisation; elle pense toujours pouvoir jouer le premier violon en Algérie. De ces complexes parfois d'infériorité, parfois de supériorité, de ces contradictions réciproques, de cette "Hassliebe", résultent des constellations occasionnellement harmonieuses, parfois dramatiques, souvent paradoxales.

La position de l'Algérie dans le tiers monde, dans le mouvement des non-alignés et au sein des "77" a trouvé son apogée en 1973/74, lors du sommet des non-alignés à Alger et de l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies consacrée à l'instauration d'un ordre économique nouveau. Depuis, son rôle a constamment décliné. J'en avais indiqué les raisons dans un passage d'un R.P., qui fut biffé par le Service de la documentation politique lors de sa publication dans le bulletin hebdomadaire. Un des principaux motifs de ce déclin de la position internationale de l'Algérie réside dans son engagement fondamental, souvent aveugle et buté, dans la question du Sahara occidental. En voulant sans cesse obliger les pays arabes, africains, voire non-alignés, à prendre position, elle met la grande majorité dans l'embarras. Cette majorité ne pardonne pas à l'Algérie de la placer ainsi dans une situation pénible, d'où il résulte un refroidissement des relations, une prise de distance, aboutissant finalement à un certain isolement de l'Algérie.

Le président Boumediène essaie de sortir de cet isolement. Il feint prendre une part plus active dans le conflit du Proche-Orient dans l'espoir de rallier les Arabes à sa cause au Sahara. Il a obtenu un relatif succès verbal en réussissant à placer le problème du Sahara sur le même niveau que celui du Proche-Orient; mais les réalités restent ce qu'elles sont. En outre, le président Boumediène dénonce partout les agissements de l'impérialisme qui tendent à déstabiliser les pays progressistes africains (il oublie qu'un des éléments constants de sa politique est la déstabilisation des régimes modérés en Afrique).

Le président Boumediène ayant perdu en prestige sur le plan international, on se pose évidemment la question de la solidité de sa position intérieure. Les sentiments des Algériens étant impénétrables et imprévisibles, il faut se baser sur les

apparences qui elles font conclure à une stabilité du régime. En effet, la classe dirigeante bénéficie de larges avantages - sans parler des substantiels mais clandestins comptes en banque à l'étranger - et les militaires sont les grands privilégiés. Dirigeants actuels et militaires ne devraient donc pas avoir intérêt à renverser le régime. Quant au "bon peuple", celui des grandes étendues du sud est dispersé et fort mal organisé et celui des régions côtières au nord grogne car il a autant de difficultés à subvenir à ses besoins qu'avant l'indépendance. Un éventuel revers militaire dans une campagne contre le Maroc d'une part, une détérioration de la situation économique ou un engagement financièrement trop onéreux au Sahara d'autre part pourraient créer une déception et un mécontentement débouchant sur un renversement du pouvoir.

Pour apprécier l'avenir politique du pays, il conviendra aussi d'observer les prochaines assises du parti unique, le FLN, appelées à réformer ses structures. La tête du FLN est sclérosée et le parti ne dispose pas d'organisations susceptibles de mobiliser et de motiver la jeunesse. Cette dernière est actuellement livrée à elle-même et va à vau-l'eau, ce qui n'est certainement pas sans danger pour la stabilité future du régime.

2) Colonie suisse

La colonie suisse a passé par une mutation profonde. Les compatriotes ayant fait souche en Algérie deviennent rares. En revanche, la colonie se compose de plus en plus de jeunes venant en Algérie avec un contrat de durée limitée à l'accomplissement d'une affaire. Ils sont plus intéressés à tirer profit de leur séjour et à voir le plus possible qu'à une association entre Suisses.

En outre, le séquestre de la Maison suisse a profondément traumatisé les compatriotes résidants. Le nouveau comité de l'Association des Suisses en Algérie a lui-même de la peine à accepter ce fait accompli. Ses efforts très méritoires pour organiser des manifestations ne trouvent guère un écho encourageant dans la colonie.

Je ne crois pas qu'il faille nous attendre à récupérer la Maison suisse (les Algériens ne voudront pas que nous voyions ce qu'elle est devenue !). D'ailleurs, l'Association n'aurait guère les moyens de renflouer le club et le nombre limité des membres suisses (c'est certainement le fait que l'ancien club ait été ouvert à des membres étrangers, notamment à des pieds noirs, qui est à l'origine de sa mise sous séquestre) ne suffirait pas à en assurer l'exploitation. D'autres solutions devraient être envisagées, mais pour le moment, c'est le "blocage".

3) Contacts intéressants

Lors de mon arrivée à Alger, le ministère des affaires étrangères était en pleine transformation. La plupart des collaborateurs à Alger depuis de nombreuses années ont été remplacés par des agents rentrant de l'étranger. On trouve maintenant aux affaires étrangères une atmosphère plus accueillante, des interlocuteurs plus ouverts et plus compréhensifs pour nos problèmes, les ayant eux-mêmes rencontrés à l'étranger. Il n'en reste pas moins que l'Algérien est un être fermé et a un caractère réservé, pour ne pas dire réticent. Il est extrêmement difficile d'avoir des Algériens chez soi et il est quasiment impossible de les voir chez eux. En l'absence d'une "société" algéroise, la vie se déroule essentiellement au sein du corps diplomatique, où l'on finit par tourner en rond.

Parmi les personnes les plus utiles, signalons :

Chez les Algériens :

- M. Smail Hamdani, Secrétaire général du Gouvernement
- M. Abdelkader Bousselham, Directeur général des affaires politiques au MAE
- M. Amine Kherbi, Directeur Europe occidentale/Amérique du Nord, Direction générale des affaires politiques (a été en poste à Genève)
- M. Bendi Fallah, Directeur des affaires juridiques et des traités au MAE (a été Consul en France)
- M. Mohamed Laala, Directeur général du protocole
- M. Mostefa Bouakaz, Directeur du cérémonial et des visites officielles, Protocole MAE (épouse yougoslave)

Chez les Ambassadeurs, ceux de :

Turquie, France, Autriche, Belgique, Iran, Inde, Ghana, Tunisie.



(Jimmy Martin)

9.7.21.81
9.21

~~G/S / G/V~~

Copie du point 1) a été envoyée à :

- Secrétariat politique
- Service de la documentation politique

L'Ambassadeur de Suisse :

Martin

(Martin)

Alger, le 21 février 1978

Env. copie à Andres le 2.3.78